

Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 2, N° 9

le 27 février 1974

Urgence de développer les sables bitumineux d'Athabaska, 1

Pièces commémoratives des Jeux olympiques vendues en une semaine, 2

Le revenu des familles, 2

Relations diplomatiques avec les États arabes, 2

Le réacteur nucléaire Candu et les besoins en énergie de la G.-B., 3

On prévoit une augmentation continue du prix du poisson, 3

Programme de recherche sur les réserves de sables bitumineux de l'Alberta, 4

Les habitants de la baie James rejettent une offre de compensation, 4

Radio-Canada va supprimer graduellement la publicité, 4

Mesures visant à améliorer le transport en commun à Ottawa, 4

Une importante collection d'art indien rentre au Canada, 5

Visite de médecins à Pékin en vertu du programme d'échanges Bethune, 6

Brésil: projet relatif au nickel, 6

Urgence de développer les sables bitumineux d'Athabaska

“La question n'est pas de savoir si nous devons exploiter ou non les sables bitumineux d'Athabaska, mais bien quand? Et c'est le moment ou jamais. De tous les pays industrialisés, le Canada est le seul à pouvoir suffire à ses besoins futurs en pétrole, qu'il s'agisse de consommation intérieure ou d'exportation”, a déclaré le ministre des Approvisionnements et Services, M. Jean-Pierre Goyer, dans une allocution prononcée récemment à la faculté de commerce et d'administration de l'Université de la Colombie-Britannique, à Vancouver.

M. Goyer a évoqué les responsabilités du Canada non seulement envers soi mais encore à l'endroit du monde entier — et en particulier de ses partenaires, les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon.

Le Canada ne devrait pas oublier, de dire M. Goyer, que s'il est vrai que la crise de l'énergie affecte les pays industrialisés, ce sont les pays défavorisés qui sont le plus durement touchés. La crise de l'énergie peut déclencher une récession dans les pays en voie de développement: restriction des livraisons de matériel par les pays industrialisés et diminution des importations de matières premières. Nous ne pouvons davantage ignorer son incidence sur les programmes d'aide mondiaux.

La politique du Canada sera-t-elle égocentrique ou accepterons-nous de prendre nos responsabilités sur le plan national et international?

En établissant sa politique, ajoute M. Goyer, le Canada fait face à des options extrêmes: prendre un minimum de mesures pour se sortir de l'impasse ou rechercher, à long terme, à améliorer la situation de l'énergie en Amérique du Nord, au Japon et peut-être aussi la position de l'OCDE ou la conjoncture mondiale.

La politique adoptée, quelle qu'elle soit, ne doit pas s'arrêter à déterminer l'opportunité d'exploiter les sables bitumineux mais bien plutôt tendre à fixer le rythme de cette exploitation pétrolière.

Le ministre a continué en disant: “Nous emploierons-nous à satisfaire uniquement nos propres besoins, c'est-à-dire à réaliser de toute nécessité l'exploitation maximum des sables bitumineux d'ici à 1982, ou à accélérer le programme d'exploitation en vue d'aider, dans l'entretemps, les pays précités?”

“Est-il préférable d'exploiter les sables bitumineux en fonction des objectifs de l'entreprise ou des objectifs nationaux?”

“Préférons-nous consacrer notre budget au financement de l'exploitation de cette importante source d'énergie ou accepter une aide financière étrangère, tout en s'en assurant le droit exclusif de propriété?”

“Nous sommes à même de faire totalement financer l'exploitation des sables bitumineux par nos partenaires commerciaux, le Canada s'en réservant le contrôle exclusif. Une telle chance peut ne jamais se représenter.

“Le Canada pourrait ainsi largement contribuer à pallier la crise de l'énergie. Cette initiative lui garantirait un avantage précieux au cours des négociations commerciales et renforcerait notre fierté et notre identité nationales.”

M. Goyer a mentionné que des entretiens entre les représentants provinciaux et fédéraux doivent présider à toute solution de la présente crise de l'énergie puisque “nous devons d'abord résoudre nos problèmes intérieurs et satisfaire à nos propres besoins. Toutefois, il ne faut pas croire que la solution des problèmes nationaux aille nécessairement à l'encontre d'un projet de stratégie présentant les plus grands avantages pour le monde entier”.

Le ministre a réfuté les allégations des pessimistes qui prétendent que les ressources du Canada sont très limitées et qui ne font que peu confiance aux progrès de la technologie.

“Les gens ont souvent tendance à oublier la rapidité avec laquelle la technologie peut progresser. Lorsqu'en 1960, le président Kennedy a déclaré que nous pourrions marcher sur la lune